

DÉCRET.

Le Président de la République Française,

*Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Vu les avis émis par la Commission des Monuments
Historiques les 5 Mai 1928 et 20 juillet 1928 et tendant
au classement de la Tourelle Renaissance sise 2 rue
Bories à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron);

Vu les lettres des 13 avril et 18 juin 1928 par
lesquelles M. Combettes, propriétaire, déclare ne pouvoir
donner son adhésion au classement;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 31 décembre 1913, notamment l'ar-
ticle 5;

Vu le décret du 18 Mars 1924;

La Section de l'Intérieur, de l'Instruction
Publique et des Beaux-Arts du Conseil d'Etat entendue,

D É C R È T E :

Article premier.

La Tourelle Renaissance sise 2 rue Bories à
Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), est classée parmi
les monuments historiques.

/...

Décret classant parmi les monuments historiques
la tourelle renaissance sise 2 rue Bories à Villefranche-de
Rouergue (Aveyron).

Article 2.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des
Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 21 Août 1921

E. Cartier

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Instruction
Publique et des Beaux-Arts,

Guerry

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La porte Renaissance et la tourelle sur cour
de la maison sise 2 rue Bories à Villefranche-de-
Rouergue (Aveyron) et

appartenant à M. COMBETTES demeurant dans l'immeuble

sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de Villefranche-
de-Rouergue et au propriétaire

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 18 février 1928
Pour le Ministre et par délégation spéciale

Le Directeur Général des Beaux-Arts

T. S. V. P.